

L'économie suisse connaîtra un ralentissement de croissance l'an prochain avec une hausse du chômage

# Des entreprises encore plus grippées

MAUDE BONVIN

**Conjoncture** ► De forts vents contraires continuent de s'abattre sur la Suisse. Son économie ne devrait croître que de 1% l'an prochain. Le directeur de l'institut CREA, Mathieu Grobéty, fait remarquer que cette croissance est inférieure à celle de ces dernières années. Il anticipe une hausse du produit intérieur brut (PIB) autour des 1% tant en 2025 qu'en 2026. «La conjoncture internationale reste morose, surtout au niveau de notre principale partenaire économique, l'Allemagne», précise-t-il.

L'industrie des machines et l'horlogerie ainsi que la branche de la chimie et de l'industrie alimentaire tablent sur une baisse de leur chiffre d'affaires à l'étranger en 2026. Un quart seulement des PME de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux estiment leur production assurée pour plus de douze semaines, d'après une enquête de l'association professionnelle Swissmechanic. La pharma devrait quant à elle poursuivre sa croissance, même si celle-ci ralentit, selon Economiesuisse. Les activités bancaires, le commerce de gros et le tourisme devraient toutefois tirer leur épingle du jeu l'année prochaine.

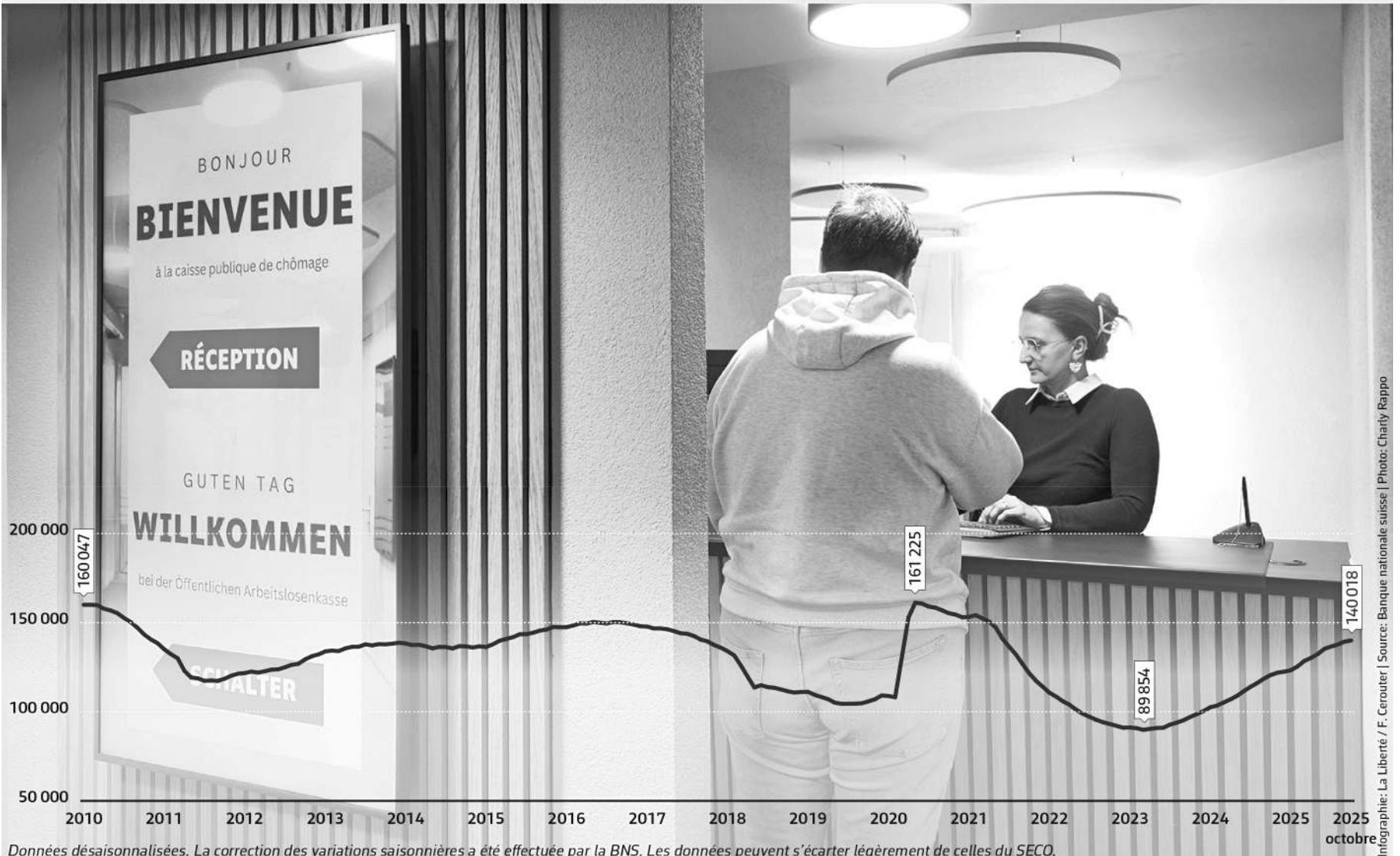
## Molle reprise

Le franc fort face à l'euro et au dollar n'améliore guère la situation des branches exportatrices. «Les PME exportatrices peu diversifiées géographiquement continueront à souffrir même avec des droits de douane abaissés», prévient le professeur d'économie du CREA. La taxation douanière américaine qui frappe bon nombre de produits industriels devrait bientôt passer de 39% à 15%, soit le même niveau que celui de l'Union européenne (UE). La monnaie américaine a cependant perdu 13% face à notre devise depuis le début de l'année.

Selon la banque Raiffeisen, la Chine passe de plus en plus du statut de marché en croissance à celui de concurrente, tandis que la demande européenne ne reprend que lentement après des années de stagnation industrielle.

Dans le canton de Fribourg, la situation devrait également se dégrader ces prochains

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CHÔMEURS INSCRITS DEPUIS 2010 EN SUISSE



Infographie: La Liberté / F. Cerouter | Source: Banque nationale suisse | Photo: Charly Rappo



**«Les PME exportatrices peu diversifiées continueront à souffrir même avec des droits de douane abaissés»**

Mathieu Grobéty

trimestres, tant dans l'industrie que dans les services. Selon une enquête de la Chambre de commerce et d'industrie (CCIF), seules 40% des entreprises fribourgeoises projettent des affaires en croissance jusqu'au premier trimestre 2026 et un tiers au-delà de cette échéance. En ce qui concerne les industriels tournés vers l'exportation, ils sont 53% à tabler sur une marche des affaires mauvaise à médiocre pour les six prochains mois.

L'économie fribourgeoise évolue, elle, en dessous de son potentiel de long terme mais au-dessus de la conjoncture nationale, d'après Mathieu Grobéty. Le canton de Fribourg fait peu les frais des droits de douane imposés par Donald Trump puisque le marché américain ne représente que 3,4% de son PIB. Pour Neuchâtel et Bâle, ce pourcentage grimpe à respectivement 28% et 44%.

«Fribourg est le canton romand le moins exposé au marché américain», souligne le professeur d'économie.

## Emploi chahuté

Conséquence de cette frèle croissance: le chômage poursuivra sa lente ascension en 2026 sur le territoire helvétique. Selon Economiesuisse, il devrait se chiffrer à 3% l'année prochaine. Un peu plus de 20% des sociétés suisses sondées par la faîtière économique envisagent de réduire la voilure au cours des six prochains mois. Les effectifs dans les entreprises helvétiques ont déjà reculé de 3300 postes au troisième trimestre par rapport au précédent. Les firmes fribourgeoises ont, elles, été 18% à revoir à la baisse le nombre de postes de travail cette année, soit un pourcentage comparable à celui de l'année Covid de 2020, et 11% entendent encore procéder

à des ajustements de personnel en 2026.

Le taux de chômage se situe désormais à 2,9% contre 2% en 2023. Près de 8000 salariés font par ailleurs face à un horaire de travail réduit. Ces employés sont essentiellement actifs dans l'industrie du côté du Jura et de Neuchâtel.

## Faible hausse des prix

La consommation des ménages qui représente près de la moitié du PIB helvétique ne devrait cependant pas trop souffrir des pressions sur le marché du travail, selon Mathieu Grobéty. Les rémunérations restent orientées à la hausse. De janvier à fin septembre, les salaires nominaux ont augmenté de 2% par rapport à la même période de l'an dernier, selon une estimation de l'Office fédéral de la statistique (OFS). En 2026, les entreprises suisses prévoient des augmentations

salariales moyennes de 1%. Les syndicats réclament des relèvements de 2% à 2,5% arguant que l'inflation ne prend pas en considération le montant des primes-maladie qui grèvent le budget de nombreux travailleurs. En attendant, la consommation privée reste tirée par l'immigration.

Les baisses du taux directeur opérées par la Banque nationale suisse (BNS), après la stabilisation des prix, soutiennent également la demande. A ce propos, le directeur du CREA prévoit une inflation faible sous les 1% l'an prochain. «Les loyers continueront à alimenter le renchérissement», juge-t-il. En novembre, les prix ont fait du surplace. «Le seul point chaud concerne les loyers, en hausse de 1,4% sur un an. En retirant le logement, l'inflation devient clairement négative», conclut Arthur Jurus de la banque Oddo BHF Suisse. I

# L'industrie allemande s'enfonce dans la crise

Cécile Boutelet

**Depuis un an, 120 000 emplois industriels ont été détruits, dont 50 000 dans le secteur automobile**

BERLIN - *correspondance*

**S'** il fallait choisir un seul symbole de la crise historique dans laquelle se trouve actuellement l'industrie allemande, ce pourrait être celui-ci : l'aciériste ThyssenKrupp, emblème de l'histoire industrielle allemande et l'un des berceaux de la codécision, s'apprête à démarrer la restructuration la plus profonde jamais entreprise par le groupe depuis ses origines, en 1811.

Selon l'accord signé avec les syndicats, lundi 1<sup>er</sup> décembre au soir, 11 000 emplois doivent disparaître d'ici à 2030, sur les 26 000 que compte l'entreprise. Les hauts-fourneaux et laminoirs de Duisburg (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) verront leur production réduite, de 11,5 millions à 9 millions de tonnes d'acier par an, avant une probable vente à un investisseur étranger. Un paradoxe à l'heure où la souveraineté est érigée comme priorité nationale. Outre-Rhin, l'industrie représente un quart du produit intérieur brut et emploie directement 7,4 millions de personnes.

Bien sûr, ThyssenKrupp a présenté l'opération comme une transition vers un redressement à venir. Un « *noeud gordien* » a été tranché, s'est félicité Marie Jaroni, la directrice du département acier de ThyssenKrupp, lundi soir, assurant que l'entreprise serait désormais « *prête à affronter l'avenir* ». L'accord comprend notamment la promesse d'un site de fabrication d'« acier vert » grâce à l'hydrogène, en discussion depuis plusieurs années. Difficile pourtant de partager cet optimisme au vu du chemin de croix parcouru par le groupe depuis quelques années.

Le plan social, dont les contours avaient été annoncés durant l'été, est une étape de plus dans le très long déclin de ThyssenKrupp. Le conglomérat incarne beaucoup des contradictions actuelles allemandes : un riche passé industriel, un dialogue social très poussé, mais aussi une lenteur, voire une incapacité à se transformer, dans un contexte où salariés, dirigeants et politiques sont attachés à des spécialités industrielles d'une grande importance culturelle, mais en rapide déclin.

## Acier devenu trop cher

La division acier Steel Europe, la plus ancienne, affichait déjà ses faiblesses pendant les années 2010, alors que l'Allemagne connaissait une phase de forte croissance. L'acier allemand étant devenu trop cher par rapport à ses concurrents asiatiques, ThyssenKrupp a opéré des investissements hasardeux en Amérique latine, puis enchaîné les restructurations pour compenser les pertes, sans parvenir à redresser le groupe. Les divisions ascenseurs et sous-marins, les plus rentables du conglomérat, ont été vendues respectivement en 2020 et en 2025.

Parallèlement, la direction a cherché à trouver un partenaire ou repreneur pour ses hauts-fourneaux, sans succès : les indiens Tata Steel, Liberty, puis le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky ont tous échoué dans leurs tentatives de racheter tout ou partie des installations. La direction du groupe négocie actuellement avec l'indien Jindal pour une reprise totale des activités.

L'issue de ces pourparlers est d'autant plus incertaine que l'environnement économique s'est dégradé. L'automobile, client privilégié de l'acier de Duisburg et industrie centrale du « made in Germany », est en pleine déconfiture, prise en étau entre la concurrence de la Chine, qui importe de moins en moins, et les droits de douane américains, dans un contexte de faible demande européenne.

Selon les chiffres rapportés par le quotidien *Handelsblatt*, lundi, à partir d'un rapport du cabinet de conseil EY, les entreprises industrielles allemandes affichaient, au troisième trimestre 2025, un chiffre d'affaires de 0,5 % inférieur à l'année précédente. En trois ans, elles ont vu leurs recettes s'effondrer de 6,2 % et, sur les douze derniers mois, 120 000 emplois industriels ont été détruits, dont 50 000 dans l'automobile.

*« Le site industriel allemand est en chute libre », a déclaré à l'agence DPA Peter Leibinger, le président de la Fédération des industries allemandes, qui prévoit que la production manufacturière atteigne un nouveau plancher « dramatique » fin 2025, en baisse de 2 % par rapport à 2024. « Ce n'est pas un fléchissement conjoncturel. Le déclin est structurel », a continué le dirigeant, accusant le politique de « ne pas réagir avec suffisamment de détermination ».*

La veille, sa sœur, la patronne du célèbre groupe industriel familial Trumpf, Nicola Leibinger-Kammüller, avait brocardé dans la presse locale la difficulté croissante de trouver des compromis avec les syndicats. « *Nous avons besoin d'une action concertée, comme autrefois, quand les employeurs, les syndicats et les politiques s'asseyaient à une même table. Nous devons nous demander comment chacun peut participer* », déclare-t-elle, regrettant que les « fronts » soient aujourd'hui « *idéologiquement endurcis* ».

# Inflation bleibt erneut unter der Erwartung: Die Nationalbank gerät in Erklärungsnot

**Nullteuerung im November** Die Währungshüter rechneten mit steigenden Inflationsraten – doch zum Jahresende fallen die Preise weiter. Werden nun Negativzinsen wieder ein Thema?

**Simon Schmid**

Kurz nach Monatsbeginn gibt das Bundesamt für Statistik jeweils bekannt, wie sich die Inflation zuletzt entwickelt hat. Seit August trägt die Mitteilung denselben Titel: «Konsumentenpreise sind gefallen». Die neueste Messung bezieht sich auf den November und enthält den Zusatz: «um 0,2 Prozent».

Zum Jahresende hin hält sich die Inflation damit hartnäckig tief. Gegenüber dem Oktober sind die Preise leicht gefallen; im Vergleich zum November 2024 sind sie unverändert geblieben. In der Schweiz herrscht Nullteuerung.

Für sich allein betrachtet, ist das keine Tragödie. Eine jährliche Inflation von 0,0 Prozent ist kompatibel mit dem Ziel der Schweizerischen Nationalbank (SNB), die Inflation mittelfristig im Bereich von 0 bis 2 Prozent zu halten. Doch die jüngsten Entwicklungen werfen die Frage auf, ob Präsident Martin Schlegel und seine Kollegen im Direktorium der SNB die Lage richtig einschätzen.

## SNB-Prognosen für Inflation lagen öfters daneben

Im September gingen die Nationalbankverantwortlichen davon aus, dass die Teuerung anziehen würde. Fürs vierte Quartal prognostizierten sie eine Inflation von 0,4 Prozent. Nach den Oktober- und Novemberdaten zeichnet sich aber ab, dass die Inflation mehr oder weniger bei 0 Prozent liegen wird. Auch das ist für sich allein genommen nicht tra-



Nationalbank-Präsident Martin Schlegel will Negativzinsen vermeiden. Foto: Claudio Thoma (Keystone)

gisch. Man kann nicht alles vorhersehen, was in der Wirtschaft passiert.

Im November sind laut dem Bundesamt für Statistik etwa die Preise in der Hotellerie und für Pauschalreisen ins Ausland stark gefallen, auch Autos und Gemüse sind billiger geworden. Im Oktober waren die Preise von Mietwagen gesunken.

Trotzdem fällt auf, dass die Nationalbank mit ihren Inflationsprognosen wiederholt daneben gelegen ist – und zwar meistens in dieselbe Richtung: Stets hat sie die Teuerung überschätzt. So dachte sie etwa im März, dass die Preise im zweiten Quartal um 0,3 Prozent steigen würden. Wie sich im Verlauf des Sommers zeigte, ging die Inflation bis auf 0 Prozent zurück.

Bereits 2023 und 2024 lag die SNB mit ihren Inflationsprognosen regelmässig zu hoch. 2025 wurde die Treffsicherheit zwischenzeitlich etwas besser – doch nun scheint sich das alte Muster zu wiederholen. Mit der Folge, dass die Nationalbank an ihrer Konferenz vom 11. Dezember wohl gezwungen sein wird, ihren Ausblick für 2026 nach unten zu korrigieren.

Gemäss der letzten SNB-Prognose dürfte die Inflation bis zum Ende des kommenden Jahres wieder auf 0,6 Prozent steigen. Die Ökonomen von Capital Economics halten das für unrealistisch. «Wir erwarten, dass die Inflation sich in den kommenden zwölf Monaten um null bewegt.» Auch Pantheon Economics, ein weiteres Forschungsbüro, erwartet über weite Strecken des kom-

menden Jahres Teuerungsraten um den Nullpunkt.

Konkret erwartet Capital Economics, dass zwar die Energiepreise und die Preise von importierten Waren wieder etwas anziehen. Demgegenüber dürfte die Teuerung der Mieten aber weiter nachlassen, und auch der schwache Lohndruck im Inland dürfte kaum zur Teuerung beitragen.

## Die Wahrscheinlichkeit für Negativzinsen steigt

Relevant sind diese Diskrepanzen, weil die Nationalbank ihren Leitzins im Juni auf null gesenkt hat – und seither darauf hofft, dass eine weitere Senkung in den negativen Bereich nicht nötig ist, weil die Wirtschaft wieder Fahrt aufnimmt und die Inflation in der Folge wieder anziehen wird.

Ob sich diese Hoffnung erfüllt, ist offen. Zwar erwartet am Finanzmarkt zurzeit fast niemand, dass die SNB schon am nächsten Donnerstag den Leitzins unter null senkt. Doch es gibt laut Finanzdaten eine reale Wahrscheinlichkeit, dass sie sich in drei oder sechs Monaten doch noch gezwungen sehen könnte, diesen Schritt zu tun. «Wir erwarten, dass die Nationalbank bis im März oder, noch wahrscheinlicher, bis im Juni wartet, um den Zins senken», schreibt Capital Economics.

Mit dieser Einschätzung ist das Büro zwar momentan in der Minderheit – SNB-Präsident Martin Schlegel hat die Hürde für Negativzinsen hoch angesetzt. Doch die hartnäckig tiefe Inflation wird auch ihm zu denken geben.

# Le budget du Canton? L'affaire pourrait être réglée en une heure

**Parlement** La semaine prochaine, le Grand Conseil devrait refuser d'entrer en matière sur la feuille de route pour 2026 de l'État. Enjeux.

**Rachad Armanios**

Le Grand Conseil a réservé les 11 et 12 décembre pour débattre du budget cantonal. Mais l'affaire pourrait bien être réglée en une heure. Car la majorité de droite devrait refuser d'entrer en matière, comme en Commission des finances.

L'État de Genève commencerait alors 2026 avec les douzièmes provisoires, soit une autorisation de dépenser mensuellement un douzième du budget précédent. Les charges se composeraient de celles du budget 2025, des crédits supplémentaires votés durant cette année (11 millions) et des charges contraintes prévues dans le projet de 2026: soit 11,238 milliards pour 10,551 milliards de recettes.

Le Conseil d'État pourra demander des crédits supplémentaires à la Commission des finances. Et il aura jusqu'au 31 mars pour déposer un nouveau projet. Cette nouveauté a été introduite en 2023 par un parlement insatisfait du régime des douzièmes et des crédits supplémentaires traités sans débat public.

En 2022, déjà, c'est sous ce régime qu'a tourné l'État. La majorité de droite avait refusé un déficit de 273,8 millions, déplorant l'absence de réformes structurelles.

## Déficit record

Les mêmes arguments poussent aujourd'hui la majorité à dire *niel*, dans un contexte où le déficit projeté a presque triplé: 767 millions. En cause, la nette croissance des charges (+379 millions), tandis que les revenus fiscaux reculent.

Cette hausse provient majoritairement des prestations sociales, répondant à une augmentation de la précarité, tandis que la contribution à la péréquation intercantonale a explosé.

Côté recettes, le contexte international tendu pèse. En septembre, l'argenteière Nathalie Fontanet annonçait que celles venant des entreprises diminueraient de 53 millions par rapport au budget 2025, et encore de 155 millions, ajoutait-elle mi-novembre, au moment d'annoncer un déficit passant de 409 millions à 767 millions.

Quant à la baisse d'impôt sur les personnes physiques votée en 2024 et la nouvelle imposition des immeubles impliquant une diminution de l'impôt sur la fortune, elles amputent les recettes de 475 millions. Malgré cela, l'impôt sur les particuliers augmente d'une septantaine de millions par rapport à 2025.

Pour la droite, les difficultés ne viennent donc pas de la baisse d'impôt, «puisque ces revenus continuent d'augmenter plus rapidement que la population», selon la déclaration d'un député PLR en Commission des finances.

Nathalie Fontanet répète aussi qu'il y a seulement un problème de charges, en particulier celles contraintes.

## Plan d'économies

Le Conseil d'État vise donc un ambitieux plan d'économies, mais à partir de 2027.



Le Grand Conseil a réservé les 11 et 12 décembre pour débattre du budget cantonal. Laurent Guiraud

**«Nous avons eu tellement de bonnes surprises ces dernières années [...] qu'une partie de la classe politique ne me croit plus quand je dis que la situation a changé.»**

**Nathalie Fontanet**  
Conseillère d'État chargée des Finances

**«C'est un budget d'austérité qui aura des conséquences lourdes pour la population. Par exemple, les dossiers à l'aide sociale ont augmenté de 11%, il faut des employés pour accompagner ces bénéficiaires.»**

**Caroline Marti**  
Députée socialiste

Pour 2026, il a utilisé son «étroite marge de manœuvre» portant sur l'augmentation des charges non contraintes. Il a ainsi présenté des amendements diminuant de 80 millions le déficit (687 millions) en alignant le budget sur celui qui découlerait des douzièmes provisoires. Ainsi, le Conseil d'État a renoncé à créer 193 nouveaux postes.

En Commission des finances, la magistrate responsable de celles-ci a expliqué pourquoi il n'était pas immédiatement possible de «faire mieux» et pourquoi ce ne serait toujours pas le cas en mars. Trouver 300 ou 400 millions d'économies ne se fera pas sans «des décisions extrêmement compliquées en matière de modification de prestations, de choix et de priorisation».

«Nous sommes conscients que les économies structurelles que nous demandons ne pouvaient figurer déjà dans ce budget, relève le président du PLR, Pierre Nicollier, mais cela fait des années que nous les réclamons et le Conseil d'État n'a rien fait. Ne pas entrer en matière permet de donner un message clair.» Et ce, tout en reconnaissant que sur le plan comptable, refuser le budget ou accepter sa version amendée revient quasi au même.

Le groupe UDC refuse un budget déficitaire. Il est prêt à fonctionner sur des douzièmes pendant deux ou trois ans, jusqu'à ce qu'il y ait de vraies réformes structurelles, même s'il regrette cette situation.

Pierre Nicollier estime qu'en l'état, les chances pour un accord afin de sauver le budget sont «proches de zéro».

Toutefois, le MCG préparera, lui, la séance comme si le débat pouvait avoir lieu: «On ne sait jamais comment les choses peuvent tourner d'ici là», confie Ana Roch, députée de ce parti et présidente du Grand Conseil.

Sa formation prévoit pour l'heure de ne pas entrer en matière, reprochant au Conseil d'État de n'avoir pas agi pour freiner la hausse de la péréquation intercantonale et de la rétrocession des impôts à la source à la France. Le MCG affirme aussi que «les dépenses de l'aide sociale augmentent plus rapidement que la précarité», y voyant la cause de dysfonctionnements du côté de l'Hospice général.

Les socialistes et les Verts, eux, entreront en matière. «Non parce que le budget nous convient, au contraire, mais parce qu'il est de la responsabilité du parlement de l'étudier pour faire des arbitrages, explique la rapporteuse de minorité Caroline Marti (PS). Que la droite assume de faire des propositions de coupes! Quant à nous, nous souhaitons renforcer certaines prestations et services de l'État.»

Elle ajoute: «On ne peut se satisfaire des douzièmes provisoires, car c'est un budget d'austérité qui aura des conséquences lourdes pour la population. Par exemple, les dossiers à l'aide sociale ont augmenté de 11%, il faut des employés pour accompagner ces bénéficiaires.»

Pour Caroline Marti, il y a bien un problème de revenus, car la baisse d'impôt prive l'État de moyens pour répondre à la précarisation rapide d'une part croissante de la population.

«Nous avions dit qu'elle allait faire mal», rappelle Pierre Eccher, dans son rapport de deuxième minorité.

Avec les douzièmes, «il faut partir du principe que nous n'aurons pas de nouveaux postes ni de nouveaux moyens sauf nécessité impérieuse», explique Nathalie Fontanet. Le Conseil d'État renoncera à tout nouveau projet, sauf s'il peut le compenser. Et «pour l'administration, cela signifie travailler avec moins».

Reste que le Conseil d'État demandera des crédits supplémentaires, notamment pour faire face à la hausse du nombre d'élèves. Mais Caroline Marti rappelle que, chaque année, la Commission des finances refuse des crédits.

Au-delà de ce budget, elle craint un «jeu de massacre» pour les prestations sociales si le plan d'économies de 500 millions se confirme. Dans la «Tribune de Genève», le PLR Yvan Zweifel s'inquiétait de la hausse des sub-sides maladie, passés de 500 millions en 2020 à 800 millions aujourd'hui, suggérant de plafonner ces sommes. «Genève dépense 8200 francs de plus par personne et par année que le Canton de Vaud, alors il y a de la marge pour économiser avant que cela ne touche les Genevois.»

Caroline Marti, elle, réclame que des pistes de hausses de recettes soient étudiées, tout en se demandant si, à droite, il y aura consensus pour assumer de tailles dans les prestations sociales.

## Grève, le 11 décembre

La gauche se méfie en outre de l'alarmisme: les excédents aux comptes ces dernières années

ont permis de doter la réserve conjoncturelle d'un milliard et de rembourser une part importante de la dette. Selon les socialistes, cela permet sur le court terme d'absorber un budget largement déficitaire. En outre, le déficit pourrait être moins mauvais, espèrent-ils, rappelant la baisse des taxes douanières avec les États-Unis ou les prévisions fiscales systématiquement trop pessimistes du Département des finances.

«Je pense que la prise de conscience collective n'interviendra qu'au moment du bouclage des comptes 2025, si ceux-ci sont négatifs, déclarait fin octobre Nathalie Fontanet. Nous avons eu tellement de bonnes surprises ces dernières années [...] qu'une partie de la classe politique ne me croit plus quand je dis que la situation a changé.» Quant à la baisse d'impôt, elle n'a aucun regret: «On m'en parle positivement tous les jours dans la rue.»

«On supprime des recettes fiscales pour prétendre ensuite qu'il y a trop de charges, ça ne joue pas. Il y a un but politique derrière tout ça, réduire les prestations à la population», rétorque la présidente du Cartel intersyndical de la fonction publique, Geneviève Preti.

Les fonctionnaires feront à nouveau grève l'après-midi du 11 décembre. Ils réclament le maintien de leurs mécanismes salariaux et les moyens nécessaires pour les prestations. Les syndicats se préparent à une mobilisation sur la durée, puisque après le budget viendra le plan d'économies.

# Les tarifs douaniers, une pilule toujours difficile à avaler

**COMMERCE** Alors que le Conseil fédéral pourrait présenter demain le mandat de négociation avec les Etats-Unis concernant les droits de douane, les élus n'ont toujours pas digéré la signature de la déclaration d'intention. Les parlementaires sont dans l'attente de connaître le contenu du futur accord

ROMAINE MORARD, BERNE

S'ils devaient voter aujourd'hui, les Suisses seraient opposés à 69% à un éventuel accord avec les Etats-Unis sur les droits de douane. Le sondage a été publié par *Blick* hier. Principale raison de ce non, selon l'institut Sotomo qui a réalisé l'étude: les Suisses ne supporteraient pas la loi du plus fort.

Un sentiment largement partagé par leurs élus fédéraux. «Quand tu es le petit dans la cour de récréation, et qu'un plus grand vient te piquer ton quatre-heures, tu es obligé de le lui donner, si tu ne veux pas prendre des coups. La Suisse et les Etats-Unis, c'est pareil, sauf qu'en plus, on doit dire merci.» La comparaison vient du Neuchâtelois Damien Cottier, chef du groupe PLR aux Chambres, lorsqu'on lui demande ce qu'il pense de la déclaration d'intention signée entre Berne et Washington, qui vise à réduire de 39 à 15% les droits de douane américains sur les exportations suisses. Le soulagement, assez timide dès le début, n'aura pas duré longtemps. Trois semaines après le retour de Washington du conseiller Fédéral Guy Parmelin, tout le monde déplore une forme de racket, de loi du plus fort subie par la Suisse, et qui fait mal.

## Qui a peur de la Suisse?

A gauche, où la simple évocation du personnage de Donald Trump provoque des aigreurs d'estomac, les réactions sont les plus virulentes. La photo de richissimes chefs d'entreprises suisses dans le Bureau ovale reste manifestement en travers de la gorge. Pour Samuel Bendahan (PS/VD), «la méthode

est inacceptable. On ne peut pas laisser des patrons négocier. Et on ne peut pas accepter la façon de faire de Donald Trump, qui fait fi des règles de droit international.» A droite, on est plus flegmatique: «C'est un apprentissage pénible pour certains de se rendre compte qu'on peut parfois être petit sur la scène internationale», explique Laurent Wehrli (PLR/VD). Beaucoup de collègues et de gens n'ont pas compris que le monde a changé.»

**Qu'est-ce qui a vraiment été promis dans le Bureau ovale? Est-ce que les compensations seront uniquement d'ordre économique ou aussi politique?**

Mais au-delà de la blessure d'orgueil et du constat que la Suisse «politiquement ne fait pas peur» comme l'a dit Karin Keller-Sutter devant les lecteurs du *Temps*, reste la question des bénéfices de cette déclaration d'intention sur l'emploi et sur l'économie. Ne faut-il pas se féliciter de cette baisse des droits de douane, même s'il a fallu utiliser des méthodes moins conventionnelles pour y parvenir? Ne joue-t-on pas les enfants gâtés, incapables de se réjouir d'avoir ramené ces taxes au même niveau que nos voisins européens? «Bien sûr qu'il faut tout faire pour sauver des emplois, se défend le conseiller aux Etats Baptiste Hurni (PS/NE), mais à quel prix? C'est une capitulation, et je ne supporte pas l'idée que l'on s'auto-congratule pour ça.»

L'autocongratulation, c'est une pique à l'encontre de l'UDC, qui a très rapidement salué le succès de son conseiller

fédéral. Aujourd'hui, la joie est plus mesurée: «Je ne peux pas me satisfaire de taxes à 15%, mais je salue la baisse obtenue par le Conseil fédéral», nuance Céline Amaudruz, vice-présidente du parti. «En plus, il n'y a pas de reprise du droit et les 200 milliards sont des investissements privés. Après, il s'agit d'un accord de libre-échange et on verra à la fin si on le veut ou pas.»

## Pour quelques poulets au chlore

Autrement dit, le parlement décidera si des droits de douane à 15% valent bien quelques poulets au chlore, importations bovines ou autres pick-up sur nos routes. Et certains élus de rappeler que tous les secteurs et toutes les régions du pays ne sont pas touchés de la même manière; sous-entendu, certains à Berne pourraient se sentir un peu moins concernés que la Suisse romande. Alors est-ce que le jeu en vaut vraiment la chandelle? La question exaspère certains à gauche, dont la priorité est de sauver des emplois: «Tout le monde est énervé contre Donald Trump, se sent humilié... Mais on n'est pas pire que les autres! C'est un rapport de force, il faut être réaliste et arrêter de dire que Trump est le méchant. On n'est pas là pour faire de la morale, mais une pesée d'intérêt. On était à 39, on est à 15. C'est acceptable.»

L'incertitude et les nombreuses questions liées à cette déclaration d'intention pèsent clairement sur les élus. Qu'est-ce qui a vraiment été promis dans le Bureau ovale? Est-ce que les compensations seront uniquement d'ordre économique ou aussi politique? Peut-on se fier à la parole du président américain? Les commissions concernées empoigneront bientôt la question. Le Conseil fédéral devrait présenter ce vendredi le mandat de négociation en vue d'un accord rapide avec Washington. Qui, dans l'idéal, pourrait être signé avec le président américain en janvier prochain, à Davos. Dans l'idéal. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, dans ce dossier plus que dans aucun autre. ■

# Lâché par l'UDC, le PLR s'allie aux Verts pour pouvoir parler emploi

**Bisbille au parlement** Le PLR a demandé l'appui des Verts pour convoquer une session extraordinaire, après un refus de la part de l'UDC. L'affaire, avant tout procédurale, en dit long sur la fracture qui sépare les partis de droite. En toile de fond: le paquet d'accords avec l'UE.

**Florent Quiquerez** Berne

À deux ans des élections fédérales, le dossier européen pourrit la relation entre les deux partis de la droite de l'échiquier politique. Depuis que l'assemblée du PLR a décidé de plébisciter le paquet d'accords avec l'UE, l'UDC – qui ne veut pas en entendre parler – ne cesse de le critiquer. Une bisbille qui a déjà des conséquences politiques, comme nous l'avons appris.

Durant cette session du parlement, les deux Chambres devraient mettre sur pied une session extraordinaire réservée «aux places de travail et aux conditions-cadres économiques». Ce genre d'événement permet d'accélérer le traitement de certaines propositions en lien avec l'actualité. Il suffit pour cela qu'un quart des membres d'un conseil le demande. Au National, le PLR pensait y parvenir avec l'UDC. Mais le parti agrarien a finalement retourné sa veste, obligeant le PLR (27 sièges) à demander l'appui des Verts (23 mandats) pour obtenir les 50 signatures nécessaires sur 200.

Damien Cottier (NE), président du groupe PLR, reconnaît qu'il avait – lors de la session de septembre – un accord de principe avec l'UDC. «Manifestement, l'UDC a estimé que les divergences que nous avons sur la politique européenne sont trop importantes. Je le regrette, car ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord sur un sujet, que l'on ne peut plus travailler ensemble sur les autres.»

Cette volte-face n'est-elle pas la preuve d'une division plus profonde entre UDC et PLR, qui ne peut que s'élargir alors que l'Europe est un dossier de plus en plus brûlant? «Chacun a son profil, répond le Neuchâtelois. Le nôtre est libéral, ouvert, responsable. L'UDC, sur la question européenne, a une vision très renfermée. C'est une grosse divergence, c'est vrai. Mais il y en a aussi avec d'autres partis. Sur la politique sociale ou fiscale, par exemple, Le Centre est bien plus à gauche que nous. Encore une fois, nous ne nous positionnons pas en fonction des autres, mais en fonction de nos valeurs.»

Pourquoi s'être tourné vers le parti écologiste et pas Le Centre, plus proche politiquement? «Les Verts voulaient eux aussi thématiquer ces questions. Et ils nous ont apporté les signatures manquantes, c'est aussi simple que cela. Ça ne veut pas dire qu'on va



Le Neuchâtelois Damien Cottier et ses collègues de parti se sont tournés vers le parti écologiste afin d'obtenir les signatures nécessaires pour agencer une session extraordinaire, cela après avoir initialement obtenu un accord de principe de l'UDC en septembre. Keystone/Anthony Anex

**«Manifestement, l'UDC a estimé que les divergences que nous avons sur la politique européenne sont trop importantes. Je le regrette, car ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord sur un sujet, que l'on ne peut plus travailler ensemble sur les autres.»**

**Damien Cottier**  
Président du groupe PLR

forcément soutenir leurs propositions et inversement. Sur plusieurs domaines qui touchent à l'économie, nous restons plus proches du Centre ou de l'UDC. Et ça, ça ne change pas.»

**Une session extraordinaire est «un débat démocratique»**

Une position que partage Aline Trede (BE), présidente du groupe des Verts. «Nous ne se-

rons pas d'accord sur toutes les interventions discutées. Si nous avons décidé de soutenir le PLR dans cette démarche, c'est que nous estimons que cette session extraordinaire doit avoir lieu en raison du contexte international. C'est un débat démocratique nécessaire aujourd'hui.»

Le contexte international est évidemment celui des taxes douanières américaines. Lors

de cette session extraordinaire, le PLR aimerait donc mettre sur la table la question des subventions qui pèsent sur les finances fédérales, mieux prévenir les risques à l'exportation, mais aussi réfléchir à la façon de renforcer l'industrie et la recherche et encourager l'investissement. Les Verts, eux, veulent discuter de la manière de renforcer l'innovation dans les PME et mettre sur pied une stratégie industrielle en Suisse.

Faut-il voir, dans cette démarche conjointe, le signe de futures alliances qui pourraient avoir lieu entre Verts et PLR? «Nous sommes deux forces progressistes, répond Aline Trede. Et nous serons dans le même camp quand il faudra combattre l'initiative «Pas de Suisse à dix millions», défendre le paquet d'accords avec l'UE ou – dans un tout autre domaine – nous battre en faveur de l'imposition individuelle. Même si nous avons des avis divergents importants, par exemple sur le libre-échange avec le Mercosur, je veux voir cette démarche comme un signe que des partis

opposés peuvent travailler ensemble, dépasser les blocages pour trouver des compromis et des solutions.»

**L'UDC reste droite dans ses bottes**

Entre les lignes, on comprend bien que l'UDC est accusée de la jouer solo. D'ailleurs, le parti – qui dispose à lui seul de 66 conseillers nationaux – a également demandé la tenue d'une session extraordinaire sur le même thème, mais pour avancer ses propres solutions.

Contactée, la vice-présidente du parti reste droite dans ses bottes quand on lui demande pourquoi l'UDC a laissé tomber le PLR. «Il y a des thématiques qui sont dans l'ADN des partis, rappelle Céline Amaudruz (UDC/GE). Et sur le paquet d'accords avec l'UE, l'UDC a une vision diamétralement opposée à celle du PLR. On ne peut pas faire comme si cela n'existe pas.»

Mais la Genevoise précise: «Cela ne signifie pas que nous ne voterons pas certaines des propositions du PLR. Et nous restons de l'avis qu'il faut discuter de commerce extérieur. C'est pour cela que nous avons – de notre côté – récolté les signatures nécessaires pour demander une session extraordinaire sur cette thématique. Mais faire démarche commune avec le PLR aurait envoyé un message contradictoire à nos électeurs, à savoir qu'il existerait une stratégie commune. Ce n'est pas le cas. L'UDC a sa propre ligne et nous y sommes fidèles.»

Ce jeudi matin, le bureau du parlement décidera officiellement si cette session extraordinaire sera mise sur pied durant les deux semaines qui restent. Et si le débat aura lieu également au Conseil des États, où Verts et PLR ont aussi décidé d'unir leurs forces.

Revenant sur les atermoiements de l'UDC, Damien Cottier conclut que toute cette affaire fait peut-être beaucoup de bruit pour rien, puisque le bureau se retrouve avec plusieurs demandes de sessions extraordinaires sur un thème similaire et pourrait décider de les regrouper pour traiter ensemble les différentes interventions. Pour le Neuchâtelois, le but sera atteint si ce débat a lieu. «C'est important, car la pression sur l'économie extérieure ne faiblit pas.» On pourrait en dire de même avec les bisbilles entre UDC et PLR.



Fort de 66 députés, le groupe UDC n'a besoin de l'aide de personne pour imposer une session extraordinaire. Service du Parlement/Pascal Mora

# Le financement participatif, nouvel eldorado pour développer le solaire

**ÉNERGIE** Après deux expériences réussies, la commune vaudoise d'Epalinges lance un nouveau financement participatif de son installation solaire destinée au toit d'une école. Plusieurs communes romandes ont emprunté ce chemin et comptent bien le poursuivre, au vu du succès rencontré

PAULINE RUMPF

Voilà un modèle qui semble contenir tout le monde en matière de transition énergétique; grâce à lui, plusieurs communes romandes sont parvenues à équiper, à moindre coût, leurs bâtiments de centrales photovoltaïques importantes. A mi-chemin entre le crowdfunding et l'émission d'obligations, le financement participatif a par exemple conquis la commune vaudoise d'Epalinges, qui lance son troisième projet du genre début décembre. Inspirée par d'autres, et reprise ailleurs, l'idée séduit aux quatre coins de la Suisse romande.

A Epalinges, la commune cherche 250 000 fr. pour équiper son troisième bâtiment scolaire de panneaux solaires.

Elle ouvrira le 5 décembre, aux locataires puis habitants de la commune d'abord, et ensuite au grand public, la possibilité d'investir dans le projet entre 500 et 10 000 francs, sur deux à douze ans, avec un rendement annuel allant jusqu'à 1,8% – soit bien mieux que n'importe quel compte épargne. Avec ce montant, la société anonyme créée pour l'occasion réalisera et exploitera cette petite centrale solaire et remboursera peu à peu les prêts grâce aux revenus de l'électricité produite, sans avoir à toucher à sa trésorerie. Une subvention fédérale de 30 000 francs vient compléter son budget.

## Franc succès auprès de la population

«Les deux projets déjà réalisés ont eu beaucoup de succès: le premier objectif a été atteint en dix-neuf jours, le second, en seulement quatre, se réjouit Nicolas Sinicali, délégué à l'énergie de la commune d'Epalinges. Face aux opportunités limitées en matière de subventions, ce modèle permet aux communes de ne pas trop s'approcher de leur plafond d'endettement.» La ville de Fribourg a, elle, «industrialisé» le

procédé au travers d'une plateforme pérenne. Ces prochaines années, elle prévoit d'y soumettre une vingtaine de nouvelles centrales, pour un montant total de 5 millions de francs.

Elle y voit un intérêt financier, mais pas seulement. «Il nous paraît important d'associer la population locale à la transition écologique, explique le chef du secteur qui lui est consacré, Dominique Riedo. Beaucoup de locataires souhaitent investir dans le solaire, mais ne peuvent pas le faire sur leur toit. Ce modèle séduit, donc: nos deux derniers projets ont été financés en moins

de quinze minutes.» Pour le rendre largement accessible, la ville a fixé un seuil minimal de 100 francs par tranche, et un maximum de 50 000 francs.

## Un contexte incertain

A Lausanne, l'expérience menée pour équiper la Vaudoise Arena en 2019 avait provoqué un fort engouement, mais avait demandé là aussi des ressources importantes. «Avec plus de 60 projets par an, nous devons faire des choix, explique le municipal chargé des Services industriels, Xavier Company. Mais nous n'excluons pas de le refaire pour des projets symboliques, qui impliquent une notion de partage et d'adhésion de la population.»

La tendance actuelle à la baisse du tarif de rachat de l'électricité semble par ailleurs peu inquiétante pour ce modèle: à Fribourg par exemple, la gestion à l'échelle d'une ville permet de valoriser l'électricité localement, dans des infrastructures comme la patinoire, le pompage d'eau ou encore les salles de sport. «La ville fait aussi des économies, puisqu'elle la rachète à un prix avantageux», reprend Dominique Riedo. La création de

communautés électriques locales pour injecter ce courant est également de plus en plus fréquente.

L'idée pourrait en outre être répliquée dans d'autres pans de la transition écologique, comme l'installation de bornes de recharge, l'éolien ou même le stockage d'hydrogène, estime Yannick Sauter, coordinateur romand de Swissolar. «C'est plus dur pour la rénovation des bâtiments, dont la rentabilité est difficile à évaluer.»

Le contexte est toutefois incertain autour de l'énergie solaire, notamment en matière de régulation. «Tout changement constitue un risque, mais aujourd'hui l'offre est grande et les prix bas, c'est un bon moment pour créer de nouvelles installations, réagit ce spécialiste. Tant que la prévision financière est bien faite, ces centrales resteront rentables.» D'autres modèles sont eux aussi en plein boom, comme celui de la coopérative solaire, qui place la gouvernance dans les mains des investisseurs. «Aujourd'hui, le solaire a un impact significatif sur la production électrique», reprend Yannick Sauter. Qui estime qu'en 2050, il sera même majoritaire. ■

**«Ce modèle permet aux communes de ne pas trop s'approcher de leur plafond d'endettement»**

NICOLAS SINICALI, DÉLÉGUÉ À L'ÉNERGIE DE LA COMMUNE D'EPALINGES

# Dans le PAV, la difficile gestion des effectifs scolaires

**Aménagement** Quai Vernets fait figure de premier quartier-test pour les infrastructures publiques. En 2026, l'école ne sera pas prête et les places en crèche seront très convoitées.

**Cathy Macherel** Textes

La Ville de Genève avait déjà annoncé ce bug de calendrier, mais on en cerne mieux les conséquences: à cause du retard pris par le chantier, le nouveau groupe scolaire actuellement en construction à Quai Vernets, prochain quartier d'habitation à sortir de terre dans le PAV, ne sera pas inauguré avant le premier semestre 2027. Alors que nombre de familles vont emménager dans les deux nouveaux immeubles (dans la tour et dans l'îlot A) entre avril et mai 2026, les enfants seront scolarisés dans des pavillons provisoires.

Pourquoi l'école n'est-elle pas prête? À cause d'une succession d'événements, explique Sandrine Rudaz, porte-parole à la direction du patrimoine bâti du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité de la Ville de Genève: «D'abord, l'ouverture du chantier du groupe scolaire était prévue en janvier 2024. En raison de la libération tardive du terrain, les travaux n'ont finalement pu démarrer qu'en mars 2024.»

Puis il y a eu des retards supplémentaires en lien avec la simultanéité des chantiers sur un site des Vernets très exigu: «La coordination particulièrement complexe entre plusieurs maîtres d'ouvrage souhaitant chacun avancer au plus vite a fortement limité l'accessibilité et réduit la marge de manœuvre des équipes, poursuit Sandrine Rudaz. S'y sont ajoutées des complications liées à la dépollution du site, la découverte de réseaux imprévus et des contraintes techniques liées aux travaux de charpente métallique et de façade.»

## À 800 mètres du quartier

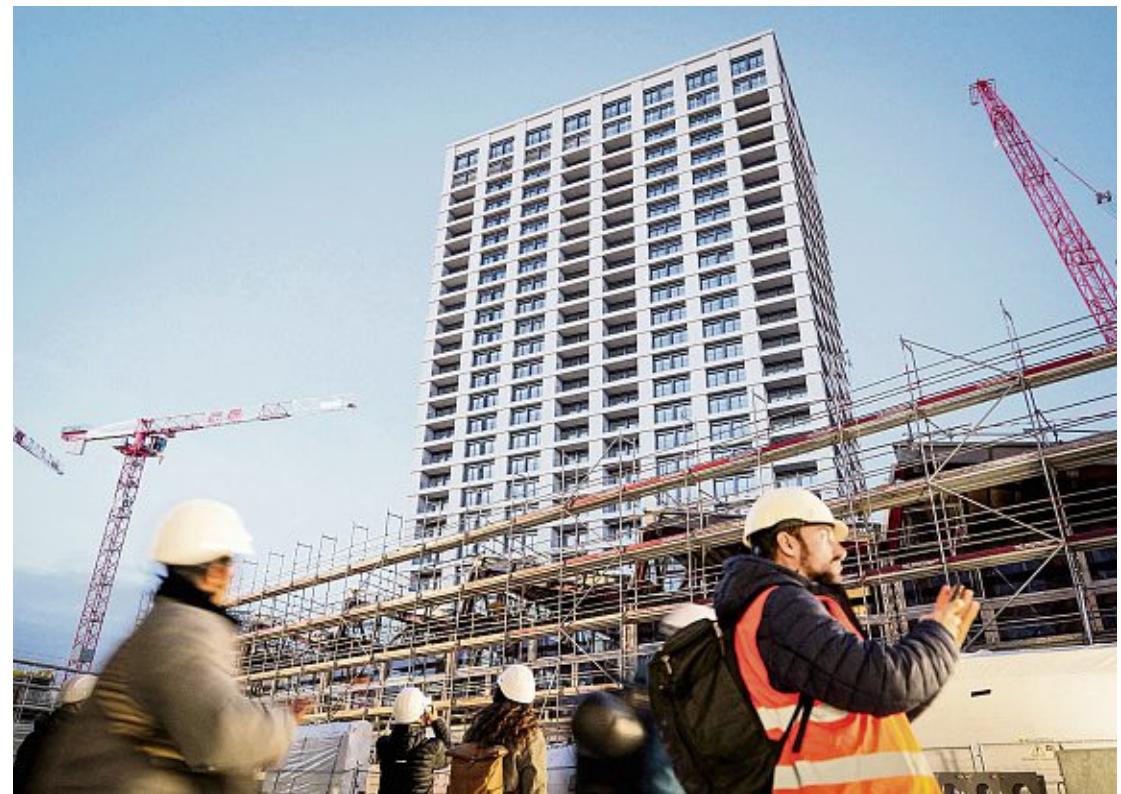
Les pavillons provisoires seront situés dans le secteur Acacias 1, au nord du Pavillon Sicli, entre la route des Jeunes et la rue Boissonnas, sur un terrain appartenant à la Caisse de prévoyance de l'État de Genève (CPEG). C'est-à-dire à 800 mètres de l'école des Vernets en construction. C'est loin?

«Le site bénéficie d'une excellente desserte en transports publics et offre la surface nécessaire à la mise en place de l'école provisoire ainsi qu'à l'aménagement d'un préau protégé, souligne encore Sandrine Rudaz. De plus, cet emplacement profitera directement de la mise à ciel ouvert et de la renaturation de la Drize.»

Pour assurer un cheminement sécurisé aux écoliers, la Ville a identifié les itinéraires piétons possibles et va mettre en place des mesures d'accompagnement pour sécuriser les traversées piétonnes (patrouille scolaire, etc.).

## Combien d'enfants?

Dans le PAV, Quai Vernets fait figure de premier quartier-test en matière d'infrastructures publiques. A priori, pas de souci pour l'école primaire. Une fois terminé, le groupe scolaire des Vernets disposera de seize classes, de quoi assurer pour un moment le boum d'écoliers



Le chantier de Quai Vernets. Au premier plan, le groupe scolaire en construction. Il sera doté de seize classes, d'un restaurant scolaire, de salles de jeux, de locaux parascolaires et administratifs. Laurent Guiraud

**«Si l'on ne veut pas faire du PAV une cité-dortoir, il faut investir dans des équipements publics de qualité.»**

**Christina Kitsos**

Conseillère administrative chargée du Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève

attendu dans ce quartier à forte densité.

En 2026, avec un total de 565 logements de quatre pièces et plus, le quartier devrait voir arriver 150 enfants en âge d'être scolarisés entre la 1P et la 8P. Et il faut en ajouter une bonne centaine de plus en 2028, lorsque l'îlot B, avec ses 347 logements de quatre pièces et plus, recevra ses locataires. Notre évaluation a été réalisée sur la base des coefficients d'emménagement par typologie d'habitat que le Service de la recherche en éduca-

tion (SRED) utilise pour établir des prévisions.

À noter que les enfants des logements du campus Pictet de Rochemont et de l'immeuble UBS en construction sur la route des Acacias n'entrent pas dans ce calcul.

## Besoin d'un cycle

Des adolescents vont aussi débarquer dans le quartier. Une bonne cinquantaine entre 2026 et 2028 dans ce seul nouveau quartier des Vernets, ce qui équivaut deux classes, voire trois. Ce n'est pas encore une nécessité, mais le besoin se dessine pour l'ensemble du PAV: la question d'y construire un cycle d'orientation est sur la table. «Des études d'opportunité et de faisabilité sont en cours, elles sont basées sur un format de 700 à 750 élèves», indique Pauline de Salis-Soglio, porte-parole du Département du territoire.

Le lieu de sa construction n'est donc pas encore déterminé. Mais quand on sait le temps qu'il faut entre la décision et la réalisation d'un tel bâtiment – bien souvent une bonne dizaine d'années –, ce n'est pas demain que les adolescents du PAV devraient en bénéficier.

## En quinze ans, la population d'enfants va déculper dans l'ensemble du PAV

Réalisée en 2024, une étude du Service de la recherche en éducation (SRED) détaille sur le long terme, avec les précautions d'usage, la forte augmentation du nombre d'enfants attendue dans l'ensemble du PAV, un territoire réparti entre les communes de la Ville de Genève, de Carouge et de Lancy. On observe ainsi un pic d'arrivées d'enfants en bas âge entre 2026 et 2028, puis un ralentissement, avec une croissance à nouveau soutenue à partir de 2033 jusqu'à vers le milieu des années 2040. Ce sont, selon les différents scénarios, 900 à 1300 enfants

dans cette tranche d'âge qui devraient vivre dans le PAV en 2045. Le SRED prévoit aussi une croissance constante des effectifs des élèves de 1P à la 8P. À la fin des années 2040, on pourrait ainsi compter entre 2000 et 2800 élèves de l'école primaire résident dans le PAV, soit jusqu'à dix fois plus qu'aujourd'hui. Même ratio pour les élèves du Cycle: si on en compte aujourd'hui une centaine, ils pourraient être entre 700 et 1000 en 2050. Dans la nouvelle ville qui se construit, c'est dire l'importance de planifier, en même temps que les logements, les infrastruc-

Du côté de la petite enfance, cela risque bien d'être animé du côté de Quai Vernets. Dans ce seul nouveau quartier, on devrait voir arriver près de 190 enfants âgés de 0 à 3 ans en 2026, et 200 de plus en 2027 et 2028.

## Des crèches très convoitées

Dans ce contexte, il y a donc fort à parier que la nouvelle crèche des Vernets prévue au rez-de-chaussée de l'îlot A, avec ses 48 places disponibles en 2026, un chiffre doublé d'ici à 2028, sera rapidement remplie... Tout comme les 24 places d'accueil préscolaires prévues en 2027 dans un lieu consacré à l'enfance à la route des Acacias, en bordure du PLQ Vernets.

Il faut rappeler, en outre, que ces infrastructures dépendent du vote du budget. «On construit une ville dans la ville, relève Christina Kitsos, chargée du Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève. Si on ne veut pas en faire une cité-dortoir, il faut investir les moyens nécessaires à la réalisation d'équipements publics de qualité, indispensables en termes d'égalité et de cohésion sociale pour les futures habitantes et habitants.»

tures scolaires, et de prévoir les espaces qui permettront un développement ultérieur. Ces dernières années à Genève, il a fallu bricoler un peu partout en milieu urbain pour faire face au boum des effectifs: c'est la politique des «pavillons provisoires qui durent» et des surélévations d'écoles, très utilisées, mais décriées. Pour l'heure, outre l'école en construction aux Vernets, sont prévues trois écoles supplémentaires, à Acacias 1, à Acacias 2 et à Grosselin. La question de construire un cycle d'orientation est en cours de réflexion.

# Nicht alle Lernenden wollen mehr Ferien

Politiker möchten die Berufslehre attraktiver machen – sie fordern sechs Wochen Ferien für alle. Die Jungen sehen es differenzierter.

## Vera Leuenberger

Vier Tage die Woche steht Gabriel Schneider in der Werkstatt, wechselt Velopneus, ersetzt abgeschliffene Bremsklötze, repariert kaputte Gangschaltungen. Einen Tag die Woche drückt er die Schulbank. Der 16-Jährige hat diesen August die Lehre zum Fahrradmechaniker EFZ begonnen: «Langsam gewöhne ich mich an meinen neuen Alltag», sagt er. Trotzdem sei er am Morgen oft müde – die langen Arbeitstage sind streng.

Wie Gabriel Schneider geht es vielen Lernenden: Arbeit, Berufsschule und Hobbys unter einen Hut zu bringen, ist herausfordernd. Mit dem Eintritt in die Berufswelt werden Freizeit und Ferien weniger. Die meisten Lehrverträge legen 25 Ferientage fest. Ausnahmen gibt es etwa in der Baubranche, die im Gesamtarbeitsvertrag eine zusätzliche Ferienwoche für Lernende verankert hat.

## Fordernde Arbeitgeber, anspruchsvoller Schulstoff

Im Sommer sorgte eine Petition von Gewerkschaften und Lernenden für Gesprächsstoff. Sie forderten gesetzlich zugesicherte Ferien von acht Wochen für alle während der Lehre. Zusammengekommen sind rund 170'000 Unterschriften. Gleichzeitig zeigt eine Studie, dass die Belastung der Lernenden hoch ist. Etwa 60 Prozent geben an, während ihrer Ausbildung unter psychischer Belastung zu leiden.

Darauf folgten Reaktionen aus der Politik. In Zeiten des Fachkräftemangels soll die Berufslehre für Jugendliche weiterhin attraktiv bleiben. Eine breite Allianz aus dem Parlament fordert nun sechs Wochen Ferien für alle Lernenden.

Für Gabriel Schneider, den angehenden Fahrradmechaniker, kommt der Ausgleich zu kurz: «Ich habe viele Hobbys – Gym, Biken, meine Kollegen –, oft fehlt die Zeit für alles.»

Ab und zu ein verlängertes Wochenende, das würde auch ihn entlasten, sagt der 17-jährige Luan Steiger-Corry. Er ist im zweiten Lehrjahr zum Kaufmann. «Der Druck ist hoch. Bei der Arbeit wird viel verlangt, und der Schulstoff ist anspruchsvoll», sagt er.

Von seinem Lehrbetrieb erhält er bereits 30 Ferientage. «Im Arbeitsalltag werde ich gefordert, aber mein Lehrbetrieb ist gnädig, was die Ferien anbelangt», sagt er.

Der Schweizer Arbeitgeberverband ist nicht grundsätzlich gegen eine zusätzliche Ferienwoche für Lernende, lehnt jedoch eine allgemeine Regulierung ab: «Die Betriebe und Branchen sollen flexibel bleiben und selbst entscheiden, ob sie den Lernenden mehr Ferien geben können», sagt Nicole Meier, Leiterin des Ressorts Bildung. Eine zusätzliche Ferienwoche würde ihre Branche attraktiver

## «Wieso ein bewährtes System ändern?»

### Nick Hauswirth

Schreiner-Stift im 2. Lehrjahr

machen, meint Elena Broggi. Die 20-Jährige ist im dritten Lehrjahr zur Hotel-Kommunikationsfachfrau. An der Umsetzbarkeit könnte es scheitern: «Es ist nicht so, dass unsere Betriebe uns nicht mehr Ferien gönnen, aber in der Hotellerie fehlt es an Arbeitskräften.»

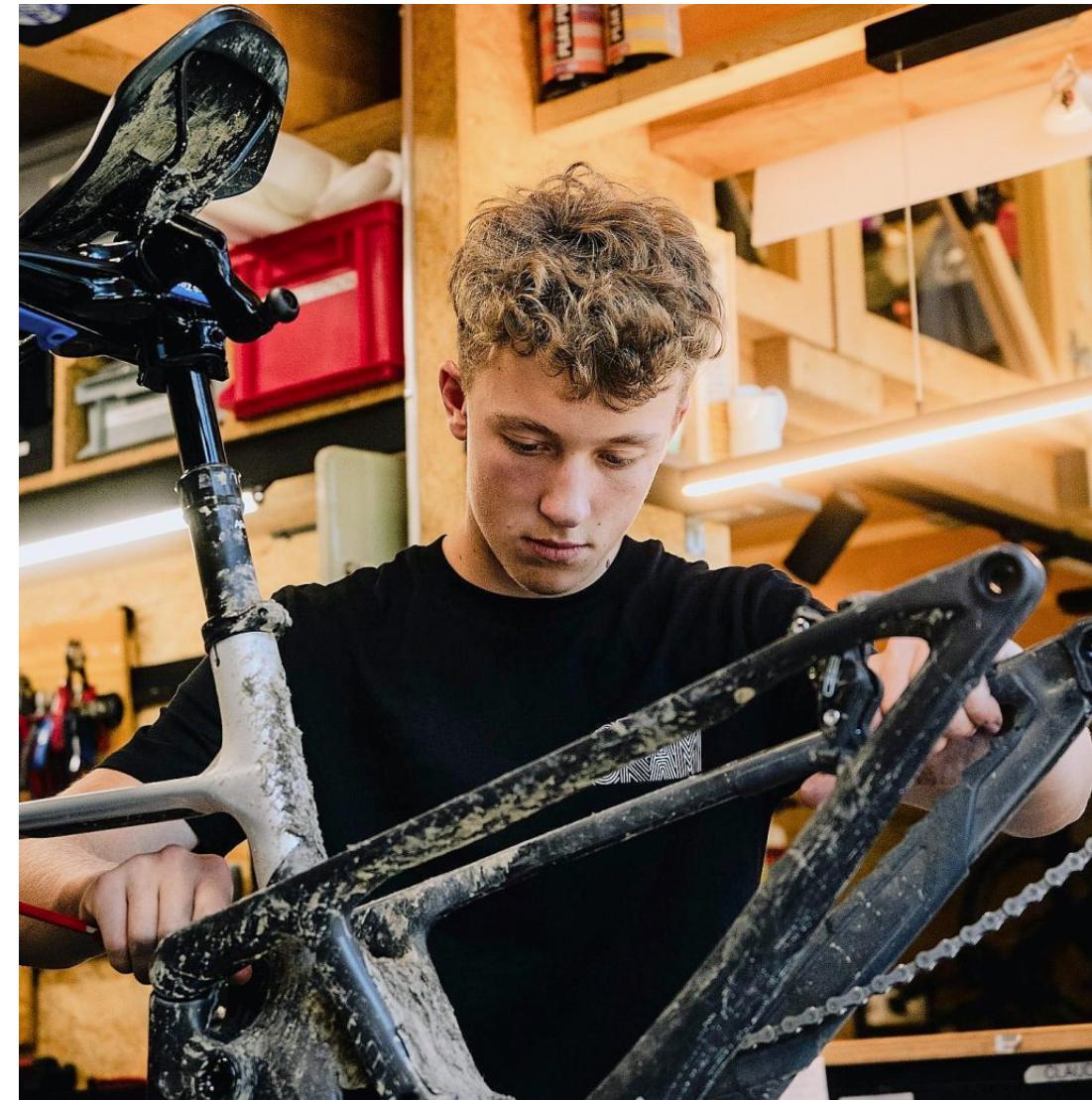
## Lernen am Abend oder während der Pause

Elena Broggis Arbeitszeiten sind lang und unregelmässig, Wochenenddienste nicht ausgeschlossen. Die Kombination zwischen Schule und Arbeit sei herausfordernd: «Bis spät im Service stehen und am nächsten Tag früh in den Unterricht – das zehrt an den Kräften.»

Auch für Anna Peter ist die Kombination zwischen Arbeit und Schule herausfordernd. Die 15-Jährige ist im ersten Lehrjahr zur Gesundheitsfachfrau und arbeitet im Altersheim: «Je nach Schicht lerne ich während den Pausen oder abends nach der Arbeit.» Ihr Betrieb gewährt ihr sechs Ferienwochen. «Zum Glück», sagt sie.

Wenn Jugendliche in der Lehre gestresst sind, brauche es Ansprechpersonen im Betrieb, in der Berufsschule oder extern. Nicole Meier vom Arbeitgeberverband betont: «Psychische Überlastung bei Jugendlichen ist nicht nur ein Thema der Berufsbildung.» Im Gegenteil könne das berufliche Umfeld auch Halt geben.

Auf die 13 Wochen Ferien von Gleichaltrigen am Gymnasium sei er manchmal neidisch, meint der angehende Fahrradmechaniker Gabriel Schneider. «Ich habe mich aber bewusst für die Lehre entschieden, aus Leidenschaft zum Beruf und weil ich nicht weiter zur Schule wollte», sagt er.



«Oft fehlt die Zeit für alles»: Gabriel Schneider macht im Base Bike Shop in Saanen seine Ausbildung zum Fahrradmechaniker EFZ.

Bild: Benoît Grandjean

Etwas differenzierter betrachtet Nick Hauswirth die Situation. Der 17-Jährige ist im zweiten Lehrjahr zum Schreiner und würde eine leichte Annäherung fair finden, sagt aber: «Wir Lernende verdienen Geld und die Gymnasiasten nicht. Sie haben keine bezahlten Ferien.»

Ähnlich sieht es Anna Peter, die angehende Gesundheitsfachfrau: «Ich habe mich für den Einstieg in die Berufswelt entschieden, dafür verdiente ich mein eigenes Geld», sagt sie.

Fünf Wochen Ferien würden ihm ausreichen, sagt Schreiner Nick Hauswirth. Er fragt sich: «Wieso ein bewährtes System ändern?» Eine Befragung des Schreinerverbands hat ergeben, dass gut 75 Prozent der Lernenden mit der geltenden Ferienregelung zufrieden sind.

Elena Broggi, die ihre Lehre im Hotel macht, meint: «Es

würden alle von einer zusätzlichen Ferienwoche profitieren, nicht nur wegen der Erholung, wir hätten auch mehr Zeit zum Lernen.» Oder für persönliche Interessen: «Ich musste durch die unregelmässigen Arbeitszeiten meine Hobbys aufgeben», sagt sie. Zu Beginn der Lehre habe sie ihre Freizeit ins Lernen investiert. «Das Durchhalten bis zu den ersten Ferien war hart.»

## Wie geht es nun weiter?

Nicole Meier vom Arbeitgeberverband warnt: «Eine zusätzliche Ferienwoche bedeutet, dass die Lernenden den Stoff in kürzerer Zeit lernen müssen.» Sie sagt, dass sie unter Umständen die Qualität der Ausbildung und es entstehe: Stress und Druck.

Auch der Bundesrat lehnt eine generelle Ausweitung der

Ferientage für Lernende ab. Er hält fünf Wochen für ausreichend. Wer wolle, der könne den Lernenden heute schon mehr Ferien geben. Auch warnt er, dass durch eine Vereinheitlichung Betriebe davon absehen könnten, Jugendliche auszubilden.

Der Bundesrat betont, dass gute Ausbildungsbedingungen mehr umfassen als zusätzliche Ferientage. Die Attraktivität der Berufslehre soll ein Thema sein und man wolle hinschauen. Heute Donnerstag entscheidet der Ständerat über die zusätzliche Ferienwoche.

Gabriel Schneider sagt, er könne immer ansprechen, wenn es ihm nicht gut gehe. Das sei super. «Zu mehr Ferien würden meine Chefs wahrscheinlich sagen: immer am Plöischle, die Jungen.»

# Die internationale Handelspolitik ist ein Haifischbecken

Forscher der ETH messen die Verhandlungsmacht und das Drohpotenzial der wichtigsten Nationen

HANSUEL SCHÖCHLI

Wirtschaftsmacht kann für Staaten eine Waffe sein. Sie können damit von weniger mächtigen Ländern politische und ökonomische Konzessionen erpressen. Der von den USA angezettelte Zollstreit mit dem Rest der Welt ist ein Beispiel dafür. Auch die Schweiz gehört zu den Opfern: Sie schluckte eine deutliche Erhöhung der amerikanischen Zölle und machte Zugeständnisse, damit die Zölle nicht noch viel höher liegen.

Der Bundesrat dürfte diesen Monat das Verhandlungsmandat zur Umsetzung der gemeinsamen Absichtserklärung USA - Schweiz in einen rechtsverbindlichen Vertrag beschliessen. Die Konsultation der aussenpolitischen Kommissionen des Parlaments zu diesem Mandat ist dem Vernehmen nach Mitte Dezember vorgesehen.

Der Einsatz von Wirtschaftsmacht als politische Waffe durch Länder wie die USA und China hat die Wissenschaft zu neuen Forschungen inspiriert. Ein aktuelles Beispiel liefert die Analyse von drei Forschern der Konjunkturforschungsstelle (KOF) der ETH Zürich. Sie kreierten ein neues Mass für das wirtschaftliche Drohpotenzial von Ländern und schätzten damit den wirtschaftlichen Wert des Außenhandels von 34 Ländern und Regionen für den Rest der Welt. Die Analyse basiert auf effektiven Handelsströmen von 2019, dem letzten Jahr vor der Pandemie, und auf einem globalen Modell zu Lieferketten.

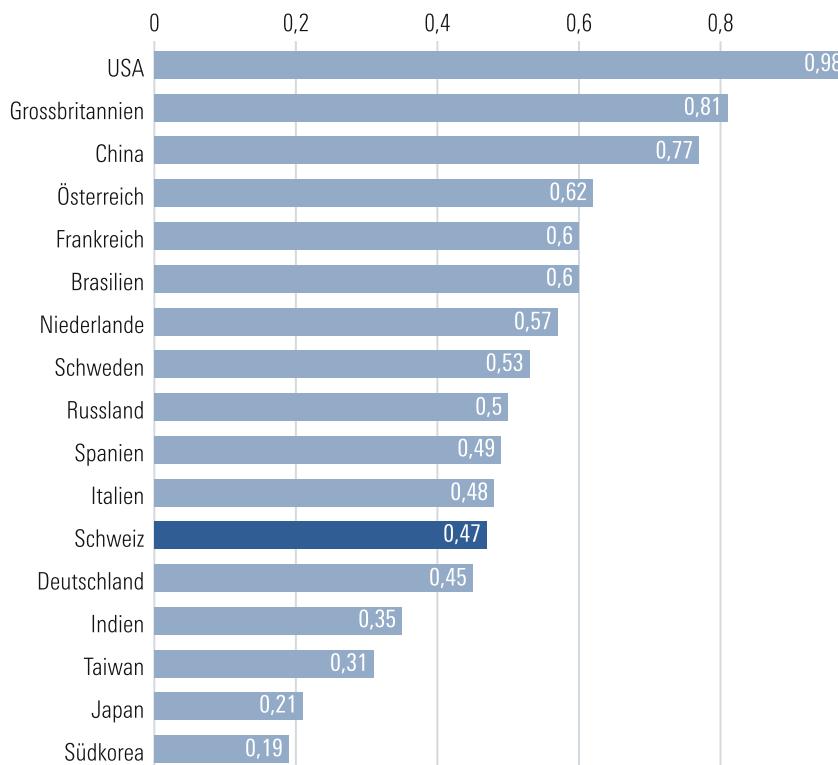
## Wer hat mehr zu verlieren?

Das Drohpotenzial ergibt sich dabei aus der Asymmetrie der Kosten von Handelsbarrieren. Ganz nach dem Motto: «Wenn du mit Handelseinschränkungen viel mehr verlierst, als ich das tue, kann ich dich mit Zolldrohungen wirklich unter Druck setzen.»

Deshalb setzten die KOF-Forscher den geschätzten ausländischen Wohlstandsgewinn des Außenhandels der einzelnen Staaten ins Verhältnis zum inländischen Wohlstandsgewinn. Das Ergebnis ist eine Quote. Die Autoren nennen sie «Trade Benefit Ratio» (Handelsnutzenquote).

## Die USA verfügen über ein hohes Drohpotenzial

Handelsnutzenquote: externer Nutzen des Außenhandels eines Landes im Verhältnis zum internen Nutzen



Lesebeispiel: Der Nutzen des Außenhandels der Schweiz für den Rest der Welt ist knapp halb so gross (0,47-mal so gross) wie der Nutzen für die Schweiz selber.

QUELLE: HANS GERSBACH U. A.: THE ECONOMIC VALUE OF NATIONS (FOR OTHERS). CEPR-DISKUSSIONSPAPIER, NOVEMBER 2025

USA selbst. Für manche der untersuchten europäischen Länder schätzen die Forscher Quoten zwischen 0,4 und 0,6. Die Schätzung für die Schweiz beträgt 0,47. Das heisst: Würde sich die Schweiz vom Außenhandel verabschieden, verlöre sie in Franken gut doppelt so viel wie das Ausland.

Auf den ersten Blick mag man einen statistischen Zusammenhang vermuten: Je kleiner eine Volkswirtschaft ist, desto kleiner ist deren Quote. Doch einen solchen Zusammenhang habe man nicht festgestellt, sagt der ETH-Professor Hans Gersbach, Co-Autor der Studie. Für kleine Länder ist der Außenhandel zwar in der Regel bedeutender als für grosse Volkswirtschaften. Doch die KOF-Forscher betrachten den Nutzen des Außenhandels jeweils in absoluten Zahlen und nicht in Prozent der Grösse der betroffenen Volkswirtschaften. Deshalb können im Prinzip auch kleinere Länder hohe Quoten haben.

## Schlüssel zur Macht

Eine hohe Quote und entsprechende Verhandlungsmacht haben Länder, deren Handel einen relativ hohen Nutzen im Ausland schafft. Hier einige zentrale Elemente, die dazu beitragen:

- Export wichtiger Vorleistungen für wertschöpfungsintensive Sektoren.
- Import vieler wertschöpfungsintensiver Güter.
- Export von Waren und Dienstleistungen, die nur schwer durch Lieferanten aus anderen Ländern zu ersetzen sind.
- Breit diversifiziertes Netz von Handelspartnern.

Warum weisen die USA die höchste Quote aus? Hans Gersbach nennt als einen der Faktoren den Export amerikanischer Lizzenzen in Hightech-Bereichen. Diese Lizzenzen bringen nebst grossen Gewinnen in den USA auch einen hohen Nutzen für die Abnehmer. Ein zweiter Faktor: Die USA importieren laut Gersbach viele Güter für den Endverbrauch sowie Zwischenprodukte und Investitionsgüter. «Das ermöglicht

vielen Ländern hohe Wertschöpfungsgewinne durch Exporte in die USA.»

Weit oben auf der Liste ist auch Grossbritannien. Der wichtigste Grund ist laut Gersbach die zentrale britische Rolle im internationalen Dienstleistungssektor. Er verweist etwa auf die Bedeutung Grossbritanniens als globales Finanzzentrum sowie als Lieferant von Unternehmensdienstleistungen und handelsnahen Dienstleistungen.

Auf dem dritten Platz des Rankings steht China. Ein wesentliches Element der starken Position sind chinesische Vorprodukte, die die Basis für bedeutende Wertschöpfung in den Absatzmärkten bilden. Gersbach sagt: «Zum Beispiel kommt ein grosser Teil der pharmazeutischen Wirkstoffe aus China, mit welchen dann Medikamente hergestellt werden.» Eher schlecht positioniert ist derweil Japan. Das Land ist laut Gersbach zwar immer noch ein bedeutender Exporteur von End- und Zwischenprodukten, doch heute gebe es für viele dieser Produkte auch Alternativen – unter anderem in China.

So mag es kein Zufall sein, dass bei den Zoll-Deals mit den USA die Briten relativ gut weggekommen sind und die Japaner besonders schlecht. Und dass China mit den USA auf Augenhöhe verhandeln kann. Eine Quote für die EU als Gesamtblock haben die KOF-Forscher nicht errechnet. Das soll aber noch kommen.

## Erst der Anfang

Ohnehin sind die vorliegenden Schätzungen erst ein Anfang, wie die Studienautoren deutlich machen. Die Quoten liefern Hinweise für die Verhandlungsmacht von Staaten im multilateralen Kontext, doch sie sagen direkt nichts aus zum wirtschaftlichen Drohpotenzial der einzelnen Länder in bilateralen Beziehungen. Schätzungen dazu sollen ebenfalls noch kommen. In den bilateralen Verhandlungen spielen die relativen Grössen von Volkswirtschaften eine zentrale Rolle. Noch nicht berücksichtigt in den bisherigen Schätzungen sind unter anderem auch der Einfluss von Ungleichgewichten im Außenhandel und jener des Dollars als globaler Währung. So sagen es die Forscher: «Es gibt viel Spielraum für künftige Arbeiten.»

Die Bandbreite der geschätzten Quoten reicht von rund 0,2 bis knapp 1. Eine Wert von 1 heisst: Der ausländische Nutzen des Außenhandels eines Staats ist gleich gross wie der inländische Nutzen. Bei einer Quote von 0,2 beträgt der ausländische Nutzen dagegen nur 20 Prozent des inländischen Nutzens, was die Verhandlungsmacht einschränkt. Theoretisch wären auch Werte über 1 möglich.

Aussagekräftiger als die genauen Zahlen mögen die Unterschiede der einzelnen Länder sein. So stechen die USA mit einer Quote von knapp 1 heraus. Das heisst: Würden sich die USA vom Außenhandel verabschieden, verlöre der Rest der Welt fast gleich viel wie die